

DECLARATION COMMUNE

Le 25 juillet 2025

Réponse au projet insensé du Département d'État américain de refuser l'accès aux soins contraceptifs et de les détruire

Dans quelques heures, l'administration Trump mettra en œuvre une décision cruelle et idéologique visant à détruire pour 10 millions de dollars de contraceptifs vitaux. Ces ressources ont été achetées grâce aux contribuables américains afin de répondre aux besoins sanitaires essentiels des pays partenaires du Sud, notamment ceux de 218 millions de femmes qui n'ont pas accès aux soins contraceptifs.

Il s'agit d'un acte intentionnel de coercition reproductive.

Le gouvernement américain a rejeté toutes les offres d'organisations humanitaires internationales, des pays et des acteurs mondiaux de la santé de rachat ou de redistribution de ces contraceptifs.

Le gouvernement américain a choisi le gaspillage et l'idéologie extrémiste plutôt que les soins, les droits humains, la sécurité et la santé. Selon certaines informations, le coût de la destruction de ces fournitures pourrait atteindre 167 000 dollars, à la charge des citoyen·nes américain·es. Cette décision n'est pas une question d'argent : Cette décision n'est pas une question d'argent : l'IPPF a proposé de collecter les produits à Bruxelles, de les transporter et de les reconditionner dans son entrepôt aux Pays-Bas, puis de les distribuer aux femmes dans le besoin à travers le monde. Tout cela sans aucun coût pour le gouvernement américain. Cette décision consiste à imposer au monde entier un programme anti-droits qui prive les femmes du choix du moment et du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir, et qui prive les gens de la possibilité de se protéger contre le VIH et d'autres IST.

L'administration Trump s'est montrée implacable dans son obsession de contrôler le corps des femmes, non seulement aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier. Il s'agit de la dernière attaque en date d'une campagne au long cours, pour démanteler l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive à travers le monde. Selon une enquête menée par la Fédération internationale pour la Planification Familiale (IPPF), ces attaques pourraient priver 8,5 millions de personnes dans le monde de soins de santé sexuelle et reproductive vitaux.

Aujourd'hui, des palettes de contraceptifs restent inutilisées dans des entrepôts, notamment à Geel, en Belgique, en attendant d'être détruites. **En France, elles seraient déjà programmées pour être incinérées, dans les prochains jours.**

« C'est le comble de l'hypocrisie pour un gouvernement que de prôner l'efficacité et la réduction du gaspillage, pour ensuite détruire de manière irresponsable des ressources vitales alors même que les besoins n'ont jamais été aussi grands. Ce n'est pas seulement inefficace, c'est inadmissible », a déclaré Micah Grzywnowicz, directeur régional du réseau européen de l'IPPF. « Cette mesure

compromet gravement les efforts mondiaux en matière de santé publique et limite l'accès aux soins essentiels, en particulier pour les communautés qui sont déjà confrontées à des obstacles importants. Elle reflète un mépris inquiétant pour les droits et le bien-être des personnes les plus démunies, ainsi qu'un manque total d'empathie fondamental ».

Sarah Durocher, présidente du Planning familial, association membre française de l'IPPF :
« *La France a la responsabilité morale d'agir. Un gouvernement qui inscrit fièrement le droit à l'avortement dans sa Constitution doit également œuvrer pour protéger la contraception et les droits des jeunes filles au-delà de ses frontières. Avec une voix respectée sur la scène internationale, le gouvernement français ne peut rester silencieux alors que des stocks de contraceptifs sont détruits et que des milliers de personnes sont mises en danger.* »

Nico Bogaerts, directeur de Sensoa, le centre flamand d'expertise en matière de santé sexuelle :
« *La destruction des stocks de l'USAID entreposés à Geel, en Belgique, est un gaspillage incroyable. Il est cruel que le gouvernement américain préfère payer pour détruire des stocks qu'il a déjà payés, plutôt que de les céder à d'autres organisations. Ces stocks pourraient sauver des vies. Nous encourageons vivement les gouvernements belge et français à trouver un moyen de les sauver de l'incinération et de les faire parvenir aux personnes qui en ont besoin.* »

Nous interpellons également l'entreprise française qui serait chargée de détruire ces contraceptifs. Elle a une immense responsabilité morale et sociétale. Elle peut refuser cet accord commercial. Les droits sexuels et reproductifs ne sont pas une marchandise comme les autres.

Nous exhortons l'administration américaine à mettre immédiatement fin à cette destruction insensée. Ces actions cruelles auront des conséquences considérables et coûteront des vies humaines.

Nous pensons que tous les êtres humains méritent de vivre dans la dignité et l'humanité. Il est tout à fait normal que chaque personne puisse choisir d'avoir des enfants ou non, de choisir qui on est et qui on aime, et que nos enfants apprennent à avoir des relations sûres, saines et heureuses. Nous avons l'obligation morale collective de travailler avec les populations du monde entier pour construire des communautés dans lesquelles chacun·e peut s'épanouir et prospérer.

SIGNATAIRES

*Fédération Laïque de Centres de Planning Familial (FLCPF), Belgique
Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF)
Le Planning familial, France
Planned Parenthood Federation of America (PPFA)
Sensoa, Belgique
Countdown 2030 Europe*

CONTACTS MEDIA

- **IPPF Media**
media@ippf.org
- **Heleen Heysse, responsable des politiques internationales, Sensoa**
heleen.heysse@sensoa.be
- **Boris Cruyssaert, Sensoa**
boris.cruyssaert@sensoa.be
- **Sarah Durocher, Présidente, le Planning familial**
sarah.durocher@planning-familial.org